



Les femmes dans la vie politique en Allemagne

Un dossier dirigé par Anne-Laure Brisson-Pérez et François Dauterive  
**Jürgen Habermas et l'Europe**

Un dossier dirigé par Gilbert Bost



## Penser l'Union européenne : Jürgen Habermas, Ulrich Beck et Alain Finkielkraut.

*Die Zeit*, 13 février 2014, n° 8.

« Jürgen Habermas et l'Europe », dossier introduit par Alexandre Dupeyrix, dans *Allemagne d'aujourd'hui*, n° 207, janvier-mars 2014, p. 155-203

Deux documents bien différents. D'un côté trois études consacrées à Jürgen Habermas (né en 1929), le philosophe allemand le plus connu, de l'autre dans l'hebdomadaire intellectuel de Hambourg *Die Zeit* (13 février 2014, n° 8) un [dialogue](#) intitulé « Mon ennemi mortel, mon voisin » entre Ulrich Beck (né en 1944), l'auteur de *Qu'est-ce que le cosmopolitisme ?* et Alain Finkielkraut (né en 1949), l'auteur de *L'Identité malheureuse*.

Nous nous contenterons ici de recommander aux lecteurs intéressés la lecture du dossier consacré à la pensée de Jürgen Habermas. On y découvrira le cheminement intellectuel d'un démocrate partisan d'une large participation populaire à la démocratie et d'un constant débat public, aussi animé soit-il. Habermas voit dans la nation (expression démocratique de la volonté populaire) un échelon indispensable au débat et plaide pour des institutions européennes qui s'appuient aussi bien sur les Etats-nations que sur un parlement européen aux pouvoirs renforcés, afin de favoriser le développement du débat au niveau de l'Union européenne, tel qu'il a pu se manifester par exemple en 2003 dans de nombreux pays lors des manifestations contre la guerre d'Irak. Habermas n'oppose pas le « plurinational » à l'État-nation, mais plaide pour une démocratie « transnationale », une nuance qui, on le voit, se garde de condamner l'État-nation. Habermas a publié une synthèse de sa pensée européenne actuelle dans *Le Monde* du 23 février 2014 : « [Repolitisons le débat européen](#) ! »

Finkielkraut commence par regretter que l'Europe ait tenté de se construire sans la nation : or, les hommes naissent dans les nations et non dans des entités cosmopolites. Beck répond qu'il est vain de plaider le retour « à l'idylle nationale » : les nations ne pourront à nouveau devenir des agents que dans un cadre continental et, de toute manière, l'évolution générale, à savoir l'accélération des communications, la mondialisation, les migrations, s'opposent à un retour à l'échelon national. L'État-Nation, dit Finkielkraut, est sapé par une Europe qui pense ainsi surmonter le traumatisme causé par Hitler, alors que ce dernier n'aimait pas la nation et la remplaçait par la race. Beck se réfère au même traumatisme pour expliquer que c'est précisément de l'immédiat après-guerre que date le début d'un droit pénal international, appliqué à des criminels qui auraient pu à une autre époque s'abriter derrière leur droit national pour échapper à toute sanction. La deuxième partie de l'entretien tourne autour de la question du cosmopolitisme et de la montée des extrêmes, notamment en France. L'écrivain français plaide pour un protectionnisme économique et démographique : depuis le XIX<sup>e</sup> siècle la France a selon lui accueilli et assimilé plus d'immigrés que tout autre pays européen, mais aujourd'hui l'immigration issue « surtout des pays islamiques » s'oppose à « la culture de leur hôte français, voire de l'Europe ». Beck se contente de noter ici que l'opposition au cosmopolitisme revient à une opposition à l'Europe et que le protectionnisme ne permettra pas de résoudre les problèmes de l'Europe. Il faut davantage de justice sociale, en particulier en direction des millions de jeunes chômeurs : l'Europe a dépensé 700 milliards pour sauver ses banques... et 6 milliards pour combattre le chômage. Les conclusions de Finkielkraut tranchent sur ses déclarations du début : le rôle de l'intellectuel n'est pas d'indiquer une

ligne politique, l'antisémitisme d'aujourd'hui (allusion à l'affaire Dieudonné) est un antisémitisme « antiraciste » et « multiculturel » ( *sic*), le projet de paix perpétuelle, que l'Europe représente sous une forme bureaucratique, doit être soutenu. Ce débat nous inspire pour notre part trois conclusions et une remarque de détail :

- A la fin du débat, les deux intellectuels s'accordent sur la nécessité du projet européen. Or, ce projet (comme les projets de paix perpétuelle) repose sur l'idée selon laquelle les peuples souverains organisés en nations n'ont aucun intérêt à se faire la guerre et tout intérêt à vivre et prospérer ensemble et en paix. C'est, ajoutons-nous, une ligne importante de la pensée républicaine française, qui conduit de Rousseau à Clemenceau, en passant par Hugo, donc un élément central de ce qu'on pourrait appeler l' « identité » de notre pays !
- Cela n'interdit nullement un nécessaire débat sur l'immigration, dans toutes les nations européennes, les mouvements antieuropéens populistes et nationalistes n'étant par ailleurs nullement l'apanage de la France – ni les problèmes actuels et peut-être futurs liés à l'immigration.
- La politique économique actuelle (en gros : l'austérité), impulsée notamment par l'Allemagne, demande à être révisée.
- Le détail, mais il n'est pas petit : si Hitler et son mouvement avaient été seulement racistes, à l'instar de certains Etats nord-américains ou d'une grande partie des agents (et des sociétés) des puissances européennes coloniales, leurs crimes n'auraient pas eu la dimension de ceux qu'ils ont commis. C'est bien un nationalisme exacerbé qui a poussé les hitlériens à assassiner des millions d'êtres humains, la « solution finale de la question juive » permettant, à leurs yeux, à l'Allemagne d'imposer définitivement sa domination au continent européen.

Certains paradoxes s'imposent : la jeunesse n'est pas seulement une question d'âge et une pensée qui peut sembler théorique, voire difficile, se révèle plus sensée et utile que les thèses plus simples que l'on trouve dans certains livres à succès. François Genton.